

L'Obs du 30/08/2018

La Poste va diriger un grand pôle financier public

Le gouvernement va lancer ce jeudi le chantier d'un grand pôle public de banque et d'assurance, dirigé par La Poste, elle-même contrôlée par la Caisse des Dépôts.

Par L'Obs - Publié le [30 août 2018 à 07h54](#)

Selon trois sources concordantes, le ministre de l'Economie et des Finances Bruno Le Maire va présenter les modalités d'un mariage entre CNP Assurances et La Banque postale. Cela nécessitera au préalable le dépôt d'un amendement dans le cadre de la future loi Pacte pour déverrouiller le capital du groupe La Poste.

Le Maire doit s'entretenir ce jeudi à 9h30 avec Eric Lombard, directeur général de la Caisse des Dépôts (CDC), et Philippe Wahl, PDG du Groupe La Poste, avant la tenue d'une conférence de presse à Bercy, ont précisé mercredi soir les services de son ministère.

La CDC va détenir la majorité de La Poste

Dans le détail, la Caisse des Dépôts, actionnaire de La Poste à hauteur de 26% depuis 2011, deviendra majoritaire au capital du groupe en mettant la main sur une partie des parts détenues par l'Etat français via l'Agence des participations, ont précisé les sources à l'AFP.

En retour, la Caisse des Dépôts apportera à La Poste sa participation d'environ 40% dans CNP Assurances.

Le groupe "La Poste restera à 100% public, puisque les actionnaires de La Poste seront l'Etat et la Caisse des Dépôts", a précisé une source proche du dossier, précisant que "l'Etat restera au capital de La Poste".

Fin 2019 au plus tôt

Si elle aboutit, cette opération ne pourra se faire qu'après la promulgation de la loi Pacte et au plus tôt à la fin 2019, date d'expiration du pacte d'actionnaires de CNP Assurances conclu entre l'Etat, la Caisse des Dépôts, BPCE et La Banque postale.

"L'objectif, c'est de permettre la constitution d'un grand pôle financier public, au service des territoires et du développement de La Poste par un rapprochement entre à la fois la CNP et La Banque postale, et la Caisse des Dépôts et La Poste", a déclaré l'une des sources à l'AFP.

Envisagé de très longue date au sein des cercles économiques et politiques, ce rapprochement a longtemps tardé à se concrétiser tant les obstacles étaient nombreux : complexité technique

du montage financier, mésentente de personnes, difficulté de manœuvrer des acteurs établis de longue date dans le giron de la sphère publique.

Recentrage de la Caisse des Dépôts

Pour la Caisse des Dépôts, le sujet est par ailleurs très sensible, l'institution tirant le quart de ses revenus de l'activité de CNP Assurances.

Mais la donne a récemment changé dans un certain nombre de secteurs, à commencer par celui des dirigeants.

La CDC a notamment vu arriver à sa tête un nouveau directeur général, Eric Lombard, en remplacement de Pierre-René Lemas, ancien camarade de promotion de François Hollande et grand serviteur de l'Etat, poussé brutalement vers la sortie par l'exécutif à l'été 2017.

Lombard, qui contrairement à son prédécesseur a fait l'essentiel de sa carrière dans le privé, a dès son arrivée dit son intention de passer en revue les participations de l'Etat. Il a lancé un grand plan visant à recentrer l'action de la Caisse des Dépôts autour de quelques grandes missions, comme par exemple le développement des territoires.

De son côté, CNP Assurances a annoncé le départ surprise mi-juillet de son patron Frédéric Lavenir, officiellement pour "raisons personnelles".

La Poste veut se réinventer

Sur le plan de l'activité proprement dite, la situation n'est plus tout à fait la même non plus.

La Poste cherche à se réinventer sur fond de déclin de son activité historique dans le courrier, au moment où La Banque postale, très dépendante des activités de détail, souffre comme l'ensemble de ses rivales des taux d'intérêt très bas qui compliquent la tâche de faire fructifier l'argent des clients.

Ce qui la pousse à rechercher des synergies et des nouveaux relais de croissance.

En outre, "un rapprochement entre La Poste et la CDC représente aussi des synergies à la fois en matière de financement des collectivités locales, sur les réseaux territoriaux, sur la présence dans le territoire", a souligné une source à l'AFP.

(Avec AFP)

L'OBS

L'Obs